

# Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE  
14, rue Drouot (Paris 9<sup>e</sup>)  
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
142, rue Montmartre (Paris 2<sup>e</sup>)  
Téléph. : CENTRAL 80-62

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.  
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction  
14, rue Drouot, Paris (9<sup>e</sup>)

## La Bulgarie a-t-elle trouvé sa voie?

### ELLE MOBILISE

### La Grèce, en réponse, en fait autant

### « Les Pourparlers avec la Quadruple ne sont pas rompus » déclare la « Gazette de Francfort »

La Bulgarie mobilise !  
La nouvelle est maintenant officielle. Toutefois, à ce propos, notons que la légation bulgare de Londres a cru devoir faire remarquer officiellement (on sait ce que vaut l'officialité dans ces cas) que cette mobilisation n'avait pour but que de permettre à la Bulgarie de conserver une neutralité armée.  
Ce sont là des phrases, auxquelles il faut se méfier. Les pourparlers avec la Quadruple-Entente ne sont pas encore rompus, déclare un journal allemand !  
C'est possible !

En tout cas : La Bulgarie mobilise. Et si elle mobilise, ce n'est pas en faveur des Alliés.  
La réponse à ce geste, heureusement, a été aussi prompte que le geste lui-même.

La Grèce mobilise !  
Est-ce le renouvellement de la Guerre des Balkans ?  
Sans vouloir anticiper plus qu'il n'est permis, on peut au moins le présumer. La guerre des Balkans va compléter la grande lutte européenne.

Reste encore la Roumanie ?  
Sa voix est toute tracée.  
Souhaitons qu'elle la trouve bientôt !  
G.-B.

## La Bulgarie mobilise

LONDRES, 24 SEPTEMBRE. — ON TELEGRAPHE D'ATHÈNES AUX JOURNAUX ANGLAIS, A LA DATE DE JEUDI LA NUIT DERNIÈRE, A MINUIT, LA BULGARIE AVAIT MOBILISÉ 23 CLASSES.  
LES EVENEMENTS SONT ATTENDUS AVEC UN VIF INTERET ET UNE GRANDE IMPATIENCE.

Les pourparlers ne sont pas rompus  
Lusanne, 24 septembre. — On télégraphie de Sofia à la Gazette de Francfort : « Les pourparlers continuent entre la Bulgarie et la Quadruple-Entente, bien que l'accord avec la Turquie ait été sanctionné par les deux souverains. »

La décision serait prise  
Turin, 24 septembre. — Le Secolo public, dans son édition du soir, une information de son correspondant de Londres, selon laquelle les décisions définitives de la Bulgarie seraient prises le 21, dans un conseil présidé par le roi.

Les « Préparatifs militaires »  
Londres, 24 septembre. — De Sofia au Times : « Les préparatifs militaires excellent la curiosité générale, plutôt qu'un enthousiasme belliqueux, et donnent lieu à de nombreuses hypothèses. »

LA CAVALERIE BULGARE  
A LA FRONTIÈRE SERBE  
Milan, 23 septembre. — Le correspondant du Corriere della Sera télégraphie de Bucarest que, d'après des nouvelles dignes de foi, la Bulgarie a concentré sa cavalerie à la frontière serbe. Les chemins de fer ont reçu l'ordre de se tenir à la disposition des autorités militaires.

LE BUT DE CES « PRÉPARATIFS »  
A LA FRONTIÈRE SERBE  
Milan, 23 septembre. — On mande de Rome au Secolo qu'une personnalité tenant de près au ministre de Bulgarie à Rome, M. Rizoff, a déclaré que les préparatifs militaires bulgares avaient pour but la prise de possession de la Macédoine jusqu'à Monastir et que l'action entreprise par les Allemands et les Autrichiens contre la Serbie est en étroit rapport avec la mobilisation bulgare.

## L'attitude des voisins

### En Grèce

### La Grèce mobilise

ATHÈNES, 23 SEPTEMBRE (Retardé dans la transmission). — LA MOBILISATION GÉNÉRALE A ÉTÉ DÉCRÉTÉE A MINUIT.  
LES RÉSERVISTES SONT APPELÉS DANS LES 48 HEURES.  
LA CHAMBRE EST CONVOQUÉE POUR SAMEDI.

### L'EMOTION EST GRANDE

Belle, 23 septembre. — La Gazette de Cologne reçoit une dépêche particulière d'Athènes qui décrit l'émotion qui s'est emparée de l'opinion publique en Grèce, où l'on considère une action austro-allemande contre la Serbie comme imminente.

## Pour sauver Etcheverry Le Sursis, d'abord La Grâce, ensuite

### Signez la Pétition du « Bonnet Rouge »

Notre éminent collègue, M. Lucien-Victor Meunier, vient de nous aviser qu'Etcheverry a été transféré à Saint-Martin de Ré où il attend son prochain départ pour la Guyane.  
Il faut sauver Etcheverry.

La Ligue des Droits de l'Homme a demandé au gouvernement de donner l'ordre au commandant du pénitencier de surseoir à l'embarquement de ce malheureux.

En attendant que nous ayons obtenu la grâce d'Etcheverry, le sursis s'impose.

Nous sommes persuadés que le ministre de la justice ne fera aucune difficulté pour l'accorder.

Renvoyez cet homme au bagne, après le geste qu'il a accompli, serait une mesure indigne d'une nation civilisée.

Il voulait, à tout prix, se réhabiliter. Etcheverry par son travail acharné, s'était régénéré à la Nouvelle-Orléans.

Le consul de France avait compris la grandeur de l'acte de ce forçat, prêt à tout sacrifier, dans l'espoir d'échapper, avec son sang, les fautes du passé.

Ceux qui ont commis le crime de condamner cet homme ne pouvaient pas admettre qu'un bagnard, un bandit, un hors la loi était encore capable de connaître les sentiments de dignité et d'honneur.

Il s'ont été impitoyables. Ils n'ont pas songé un seul instant que cet homme s'était conduit de la façon la plus noble et la plus admirable.

Ils n'ont pas saisi ce qu'il y avait d'émouvant et de tragique dans la conduite de ce forçat évadé qui oubliait l'horreur du bagne et les souffrances de l'évasion, qui abandonnait son foyer et sa fiancée pour courir défendre son sol natal menacé par l'ennemi.

On a enfermé Etcheverry dans l'île de Ré, avec des criminels, des malfaiteurs et des véritables bandits.

Son attitude n'a pas changé. Jean Valjean ne réclame pas la liberté. Il veut simplement un fusil et des balles — pour faire de la besogne sur le front, avec ses camarades de la Légion.

L'opinion publique est unanime à demander un geste d'indulgence à l'égard d'Etcheverry.

Les nombreuses lettres que nous avons reçues, émanant de tous les milieux et de toutes les catégories sociales sont la meilleure démonstration du sentiment populaire.

Elles peuvent toutes se résumer en trois mots :

Grâce pour Etcheverry !  
Nous sauverons ce malheureux. Confians dans les sentiments de justice et d'équité de M. le Président de la République, nous sollicitons de M. Poincaré une mesure de grâce en faveur d'Etcheverry.

Nos lecteurs trouveront plus loin le texte d'une pétition à l'adresse du premier magistrat de France.

Il faut que cette pétition soit couverte de signatures !

Sans distinction d'opinions ou de partis, — tous les Français et toutes les Françaises — Etcheverry a une fiancée qui l'attend ! — apposeront leurs noms au bas de cette supplique.

Jean Valjean, en apprenant que la France était en danger, n'a pas tergiversé.

Il lui a apporté ses bras son sang et sa vie.

Est-il un seul citoyen capable de refuser à Etcheverry l'appui de sa signature ?

Le peuple français tout entier sera d'accord avec nous pour réclamer la grâce de Jean Valjean.

Léo Poidev.

## LES SERVITEURS DE L'ÉTRANGER

# Léon Daudet à Varsovie

### C'est d'un patriote polonais, cette fois, qu'il fait un espion allemand

Nous avons raconté l'agression de Léon Daudet contre un Anglais naturalisé Français, M. James-Alfred Child.

Daudet, pour nourrir ses articles, engraisser ses dossiers, stupéfier ses lecteurs et les soulever contre la République, avait représenté M. Child comme un Allemand, complice des espions.

C'était une erreur monumentale. Averti, Léon Daudet persévéra : son erreur devint un mensonge caractérisé.

Le bougre ne s'est pas amendé. Il continue à construire les hypothèses les plus fantaisistes, à les donner pour des certitudes ; et quand on le prévient qu'il se trompe, il s'entête et il ment.

Écoutez l'histoire Lubomirsky. Elle est d'hier. Elle date du 13 septembre.

« Un espion boche »

Ce jour-là, 13 septembre, Léon Daudet publiait dans son Action française, en première page, un article intitulé : *Le Haut et le Petit Espionnage*.

Cet article commençait en ces termes : « La trahison trinitaire de Russie et l'occupation du colonel Massadoff, de Frydberg, directeur de la Compagnie de navigation de Libau, et de leurs complices, émanent évidemment d'opinion publique chez nos alliés. En Russie, comme en Angleterre, comme en France, peu de gens étaient au courant des ramifications souterraines de l'espionnage allemand... »

Léon Daudet révéla alors quelques-unes de ses vieilles injures contre le directeur du Comptoir National d'Escompte, qu'il représente comme un espion ; notons, en passant, que, pour un homme qui se dit ministériel, Léon Daudet fait au gouvernement la pire des injures en laissant croire aux lecteurs de l'Action française que M. Viviani, M. Ribot, M. Malvy et M. Millerand tolèrent la présence d'un espion allemand à la tête d'une grosse banque parisienne, en pleine guerre franco-allemande.

Léon Daudet dénouçait alors un autre espion allemand, mais qui opérât, celui-là, chez nos alliés les Russes : c'était le prince Lubomirsky, maire de Varsovie.

Léon Daudet écrivait : « On a pu lire, d'autre part, récemment, dans le journal de la presse allemande, que le prince Lubomirsky avait été nommé par les Allemands gouverneur de Varsovie. Cette nouvelle, qui n'a pas encore été démentie, a jeté la stupeur dans la colonie polonoise. Elle n'a pas moins donné lieu à des rumeurs qui ont couru à travers les faits et gestes du prince Lubomirsky, lequel — me dit-on — possédait à Nice, avenue de la Gare, une grande et luxueuse villa. En outre, le prince était à la tête de la plus importante maison de banque de Varsovie et lié avec le fameux banquier Mendelsohn de Berlin, que connaissait bien aussi Emil Ullmann... »

Retenez bien tout cela : Lubomirsky nommé par les Allemands gouverneur de Varsovie ; une colonie polonoise plongée dans la stupeur ; Lubomirsky, propriétaire d'une villa à Nice.

Persévérons dans notre lecture. Léon Daudet poursuivait ses « révélations » dans ces termes : « On raconte qu'au cours des manœuvres militaires qu'avait lieu chaque année à Posen, le prince Lubomirsky avait eu l'occasion d'observer de près le prince Lubomirsky, soit dans le vaste immeuble de son ami le comte Powlowsky, à Montecarlo, soit au comte Powlowsky, d'après mes correspondances, serait propriétaire à Varsovie de l'Hôtel de l'Europe, établissement qui vaudrait plusieurs millions de francs. »

« Il est à noter que, lors de l'évacuation de Varsovie, toute l'aristocratie polonoise, sans aucune exception, a quitté la ville pour se réfugier dans l'intérieur de la Russie. Seul le prince Lubomirsky — d'après les journaux — aurait préféré subir l'occupation allemande et se faire nommer bourgmestre de la ville. Beaucoup de personnes se refusent à le croire et attendent la confirmation d'une nouvelle qui, s'il est exacte, ouvrirait de singulières perspectives sur le texte de cette profession de foi de la pénétration allemande en Pologne et en Russie. »

C'était complet. Léon Daudet tenait un bel espion, le type de l'espion d'avant-guerre, installé dans la ville pour la livrer aux Allemands.

### Un Max polonais

Mais tout cela était du roman, du pur roman. Et ce qui stupéfia la colonie polonoise, ce n'est pas la nomination du prince Lubomirsky, c'est le portrait diffamatoire de ce seigneur polonais par Léon Daudet.

L'un des membres de la colonie polonoise, qui n'est pas « on » — qui n'est pas le sempiternellement anonyme « correspondant » de Léon Daudet, — le comte Jean Farnowski a protesté contre l'abominable récit du rédacteur de l'Action française. Grâce à notre collègue J. Urbach-Rivière, nous avons le texte de cette protestation ; la dénonciation de Daudet y est appelée « une action qui n'est pas française », ses révélations, des « racontars », des « nouvelles aussi infamantes que calomnieuses. »

En s'en prenant au prince Lubomirsky, Léon Daudet pensait pouvoir diffamer à l'aise. Le prince est bien empêché de se défendre : il est prisonnier des Allemands. Mais tous les Polonais ont frémi sous l'outrage fait à celui que les alliés comparent déjà au vaillant bourgmestre de Bruxelles et que l'on appelle le « Max polonois ».

L'homme que Léon Daudet représentait comme un espion allemand est, au contraire, un patriote héroïque.

S'il est resté à Varsovie, c'est pour s'y sacrifier. Les autorités russes, en quittant la ville, ont supplié le prince Lubomirsky de vouloir bien y rester. C'est le personnage le plus notable de Varsovie, celui qui inspire le plus de respect et jouit de la plus grande autorité. On le pria de rester à Var-

sovie et de se mettre à la tête du Comité polonois qui devait, après le départ des autorités russes, les remplacer provisoirement. Le prince, pour le salut de sa ville, et par obéissance envers le tsar, se sacrifia : il resta dans la cité vers laquelle les Allemands s'avancèrent.

Les Allemands arrivèrent. Leur premier soin fut de prendre le prince Lubomirsky comme otage et de le rendre responsable de tout ce qui pouvait arriver de fâcheux pour leurs troupes. C'est le sort qu'ils font au maire de Lille. C'est le sort qu'ils firent à M. Maurice Pol-Roger, le maire d'Épernay, qui menaçait à tout propos de fusiller.

C'est ce que Daudet appelle : « être nommé par les Allemands gouverneur de Varsovie ».

### L'entêtement dans le mensonge

La colonie polonoise fit part à Léon Daudet de l'indignation que soulevait en elle « la légèreté impardonnable » avec laquelle l'auteur de *L'Avant-Guerre* essayait de couvrir d'infamie, parce qu'il avait fait son devoir, l'un des plus respectés des Polonais.

Daudet fut averti que tout ce qu'il racontait, tout ce qu'il supposait, et tout ce qu'il insinuait concernant le prince Lubomirsky, était contraire à la vérité.

Il le fit avec la plus mauvaise grâce possible et la plus complète mauvaise foi. Il s'était trompé ; il le mentit.

Ses diffamations avaient paru en première page de son journal, signées « Léon Daudet » dans un article dont elles faisaient le thème principal.

La rectification parut le 15 septembre, en seconde page (son journal n'avait que deux pages ce jour-là, sans que la rectification fut sans doute passée en quatrième ou sixième, avec les annonces) — sous forme de post-scriptum à un article sur les espions.

Léon Daudet déclarait avoir reçu une lettre qui remettait les choses au point.

Mais il se gardait de reconnaître la plupart de ses racontars, qui subsistent donc pour ses lecteurs, comme des vérités, alors que :

1° Le prince Lubomirsky, maire de Varsovie, n'a jamais été propriétaire d'aucune villa à Nice.

2° Le comte Powlowsky n'existe pas et il n'y a jamais eu de comte polonois de ce nom.

3° L'Hôtel de l'Europe, à Varsovie, n'a jamais appartenu à personne du nom de Powlowsky.

Léon Daudet avait le toupet, dans sa « rectification », d'écrire : « Chacun sera heureux d'une rectification qui lave un grand nom polonois d'un soupçon injustifié. Je me félicite, pour ma part, d'avoir provoqué cette mise au point... »

Nous laissons aux compatriotes du prince Lubomirsky le soin d'apprécier la conduite de Léon Daudet :

« Et quant aux félicitations que s'y adresse M. Léon Daudet, nous sommes désolés de ne pouvoir nous y associer. »

« Pour apprécier de cette façon un acte aussi méritoire, consistant à tenir l'honneur de quelqu'un en lui jetant de la boue, rien que pour lui fournir l'occasion de s'en laver, il nous faudrait une de ces mentalités sinon tout à fait spéciales dépassant tellement la moyenne que nous n'osions jamais y prétendre. »

Nous remercions le comte Jean Farnowski et ses compatriotes de ne pas avoir été dupes du chauvinisme dont Daudet fait étalage et d'avoir, pour le bon renom de notre pays, proclamé que l'acte du diffamateur royaliste n'avait rien de français.

### COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES  
Une lutte d'artillerie s'est poursuivie au cours de la nuit dans la région d'Aras. Nos batteries ont sérieusement endommagé sur plusieurs points les organisations ennemies.

Une forte patrouille allemande qui tentait d'enlever un de nos postes d'écoute dans le secteur de Bretenoucourt a été dispersée par notre feu.

Bombardement intense et réciproque dans la région de Roye et dans celle de Quennewillers.

En Champagne l'ennemi a encore dirigé des tirs d'obus suffoquants sur nos positions au nord de St-Hilaire, de Souain, de Perthes et de Beauséjour. Notre artillerie a répondu par un bombardement énergique et efficace des tranchées, fortins et cantonnements allemands.

En Arzonne, nous avons canonné les tranchées ennemies sur un grand nombre de points et dispersés les travailleurs qui tentaient de réparer les brèches causées par notre feu.

Lutte à coups de bombes et de grenades à Vaquois.

En Lorraine, deux attaques ennemies ont été tentées, l'une sur un poste d'écoute à l'ouest de Manhoué l'autre sur nos tranchées au nord de Bures. Toutes deux appuyées par une violente canonnade avec emploi d'obus faryocènes, ont été complètement repoussées par nos feux d'artillerie et d'infanterie.

Quelques combats rapprochés à coups de fusils et de pétards sur les hauteurs du Linge.

NOTE

Une note du Ministère de la Guerre, Bureau de la Presse, parmi les faits de guerre de l'expédition d'Orient, cite les exploits de l'escadrière aérienne du corps expéditionnaire qui fut ont valu la Croix de Guerre.

## Pour la Grâce d'Etcheverry !

# Pétition à Monsieur Raymond Poincaré

### Président de la République

Monsieur le Président,

Nous vous demandons respectueusement de vouloir bien signer la grâce de Fernand Etcheverry.

Cet homme a accompli un geste admirable d'abnégation patriotique. Évadé du bagne et réfugié à la Nouvelle-Orléans, où son travail et sa bonne conduite lui avaient valu l'estime de tous ses concitoyens, Etcheverry pouvait vivre tranquille et ignoré.

La voix de la Patrie a été plus forte chez lui que l'amour de la liberté.

Quand la guerre a éclaté, dès le premier jour de la mobilisation, cet homme n'a eu qu'un seul désir et qu'un seul but : mettre sa vie au service de la France.

Il s'est rendu immédiatement au consulat. Après l'avoir écouté, le représentant officiel de la République conseilla à Etcheverry de rentrer en France.

Il lui a donné l'assurance formelle qu'il pouvait, sans être inquiété, contracter un engagement à la Légion étrangère.

Etcheverry a eu confiance dans la parole du consul. Sacrifiant à la fois sa liberté, ses petites économies, ses affections — il était à la veille de se marier. — l'ancien forçat a répondu à l'appel aux armes lancé par la Patrie menacée.

Il est rentré en France. Il s'est engagé au 1<sup>er</sup> régiment étranger. Quelques jours avant de partir sur le front, dénoncé, arrêté, emprisonné, on le traduisit devant le Tribunal spécial maritime de Bayonne qui le condamna à deux années de prison parce qu'il avait suivi le conseil donné par le Consul de France.

Nous sollicitons, pour Etcheverry, l'honneur d'être autorisé à rejoindre ses camarades de la Légion.

Nous vous prions de lui permettre de racheter les fautes du passé en combattant glorieusement sur le front.

Nous vous demandons de lui accorder la gloire suprême de verser son sang pour défendre la France.

Persuadés que vous ne sauriez refuser à un malheureux la réhabilitation qu'il mérite, nous sollicitons respectueusement de votre haute justice, Monsieur le Président, l'application du droit de grâce en faveur de Fernand Etcheverry.

\*\*\*\*\*

Le « BONNET ROUGE » est le seul journal républicain du soir

